Un partenariat en éducation à l'environnement au service de l'insertion des jeunes - L'expérience de La Ciotat

Maryse Clary

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ere/6629>

DOI : 10.4000/ere.6629

ISSN : 2561-2271

Éditeur

Centr'ERE

Référence électronique

Maryse Clary, « Un partenariat en éducation à l'environnement au service de l'insertion des jeunes - L'expérience de La Ciotat », *Éducation relative à l'environnement* [En ligne], Volume 3 | 2002, mis en ligne le 20 mars 2002, consulté le 16 avril 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ere/6629> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ere.6629>

Un partenariat en éducation à l'environnement au service de l'insertion des jeunes - L'expérience de La Ciotat

Maryse Clary

- 1 La petite ville de La Ciotat, près de Marseille, dont toute l'économie était basée sur les chantiers navals, est devenue, après leur fermeture, une ville sinistrée économiquement, frappée d'un fort taux de chômage avec tout le cortège d'effets néfastes, dont une situation d'exclusion pour les jeunes.
- 2 Un projet s'est mis en place dans le cadre de la politique de la ville sous l'impulsion des associations et de la municipalité pour donner plus de cohérence aux diverses actions entreprises en éducation à l'environnement : mettre en synergie un territoire, des partenaires, des ressources pour un développement social dans la lutte contre l'exclusion, articuler éducation formelle et éducation non formelle, développer des champs d'activités porteurs de nouveaux emplois.
- 3 L'objectif a été de croiser des problématiques de valorisation des territoires, de développement local et de formation d'un écocitoyen : amener les jeunes à s'approprier la mémoire de leur ville et leur territoire afin de mieux maîtriser leur futur. Les amener à participer au changement d'image de leur cité, à être acteur d'un changement économique en créant des cheminements pour une valorisation du patrimoine local dans le cadre d'un plan de développement local.

Une mobilisation de tous les acteurs

Partenariat associatif sur un objectif commun

- 4 L'objectif était d'avoir une réflexion dans le cadre de la politique de la ville sur l'éducation à l'environnement, moyen de lutte contre l'exclusion sociale et pour cela,

mettre en place parallèlement un plan de développement local. Se sont donc réunies, à la demande de chef de projet de la politique de la ville, des structures associatives de deux sortes, associations s'occupant d'environnement et travailleurs sociaux ayant les jeunes en charge dans les quartiers, des représentants de l'Éducation nationale, l'inspecteur de l'Éducation nationale étant le représentant de l'État dans le contrat de ville qui lie Municipalité-État-Région, le service Environnement de la ville, le responsable de projet de la politique de la ville, l'élu adjoint à l'environnement, des représentants de la bibliothèque municipale et du musée. L'auteure était chargée d'animer les réunions et avait le rôle d'expert en éducation à l'environnement.

- 5 D'un avis partagé, de nombreuses actions éducatives étaient menées sur le terrain, mais la plupart du temps elles étaient ponctuelles, conduites en ordre dispersé, ce qui ne constituait pas une réelle politique. En effet, le mouvement associatif est très développé à La Ciotat, mais il était parfois concurrentiel. Ce que chacun des partenaires souhaitait, c'est une recherche de cohérence, mettre ensemble toutes les bonnes volontés pour favoriser l'insertion des jeunes dans leur cadre territorial. Pour cela, une double politique est apparue nécessaire, une politique sociale et une politique de développement économique. L'éducation à l'environnement pouvant être un vecteur d'insertion sociale, il fallait arriver à construire une image positive de l'histoire de La Ciotat pour construire l'avenir. La compréhension de son propre territoire, la maîtrise de son espace, la mémoire qui s'y rattache, permettent de s'insérer dans la société et d'adhérer à des choix plus vastes. Il s'agit de s'approprier l'espace et la mémoire, non pas dans un sens conservatoire, mais pour mieux participer au devenir de sa cité, maîtriser son futur, être acteur dans le changement.
- 6 Après de nombreux échanges d'expériences, de mises à plat de leurs interventions auprès des jeunes, les différents acteurs ont éprouvé le besoin de montrer qu'ils partageaient des objectifs communs en rédigeant une charte de l'éducation à l'environnement. Mais alors, ont émergé un certain nombre d'interrogations : comment faire vivre cette charte ? Comment les bénéficiaires allaient-ils s'impliquer dans le projet ? Comment rechercher une démarche participative ? Tout le monde a pris conscience que dans la mesure où la charte serait mise en œuvre, cela impliquerait forcément un certain nombre de contraintes, de règles à respecter, ce qui fait partie intégrante d'une éducation à la citoyenneté.

Élaboration d'une charte d'éducation à l'environnement

- 7 L'élaboration de la charte a eu pour but de mettre en synergie des partenaires locaux et des ressources sur le territoire ciotaden pour un développement social dans la lutte contre l'exclusion en développant des champs d'activités porteurs d'emplois. Il en est découlé un certain nombre de finalités : insertion des jeunes dans la cité, lutte contre l'exclusion sociale, développement local, développement des valeurs de respect, solidarité, tolérance et démocratie, ce qui revient à œuvrer pour un développement viable, pour la formation d'une citoyenneté active et responsable. Les partenaires se sont mis d'accord sur un certain nombre d'objectifs :
 - Amener les enfants, les jeunes à s'approprier la mémoire de leur ville et le territoire, à participer au changement d'image de leur cité et être acteur dans le changement économique, à s'investir dans le projet (travail sur le terrain pendant la période scolaire, chantiers pendant les vacances, etc.) pour une meilleure maîtrise de leur avenir.

- Amener les adultes à prendre conscience des potentialités du territoire et à les valoriser, à définir un plan de développement local en fonction des besoins de la cité, à participer à sa mise en œuvre et avoir, de l'avenir, une vision positive en vue de l'exercice d'une citoyenneté active.
 - Amener les enseignants et les acteurs sociaux à travailler en partant des centres d'intérêts des différents publics ou en les faisant émerger, à faire connaître des métiers divers dans un but d'orientation, à travailler en interdisciplinarité et en partenariat, mettre en œuvre des méthodes de résolution de problème pour une meilleure formation des jeunes et une meilleure insertion dans le tissu économique et social dans le cadre d'une démarche participative.
- 8 Le support de l'action choisie a été de créer des cheminements s'appuyant sur le patrimoine historique, agricole, industriel, naturel (terrestre et marin), urbain pour une valorisation du patrimoine local. Rappelons que La Ciotat, cité industrielle en friche, n'avait jamais utilisé son potentiel paysager dans un but de développement local. Par ailleurs, il existait un nombre important d'études universitaires (mémoires de maîtrise, communications à des colloques scientifiques, etc.) sur ce patrimoine naturel, notamment sur le littoral (les plus hautes falaises d'Europe), de nombreux documents sur le patrimoine historique, des essais d'historiens locaux, un début d'écomusée sur une ferme du XVIIIème siècle (murs en pierres sèches, terrasses de cultures, système d'irrigation, etc.). Les divers acteurs ont vu une potentialité de mettre en valeur ces richesses pour développer un écotourisme tout en s'impliquant dans la vie quotidienne des habitants et en insistant sur des projets au niveau des cités (jardins ethniques, amélioration des abords des cités, création d'un sentier botanique et d'un parcours santé, etc.).

Sensibilisation du public

- 9 La Charte a été approuvée par le Conseil municipal et un groupe de travail « Éducation à l'Environnement » a été créé, composé d'associations, de la municipalité et de l'Éducation nationale. Les nombreuses réunions de travail ont permis d'affiner les objectifs et d'aboutir à la rédaction d'une charte posant le cadre d'une action commune.
- 10 Une réunion de sensibilisation a été organisée, sous la coordination du Contrat de Ville, réunissant les associations, les partenaires de quartier, des enseignants et directeurs d'établissements, la municipalité, chaque catégorie ayant décidé d'un représentant s'exprimant en leur nom. Cette réunion d'information rassemblant à la fois des associatifs et des institutionnels (Mairie, Éducation nationale, Office National de la Forêt - ONF, Direction Régionale de l'Environnement - DIREN, Comité départemental et Comité régional du tourisme) avait pour but de présenter la charte, ses fondements et d'œuvrer à la mise en place de projets.
- 11 La municipalité a rappelé la nécessité de prendre en compte au sein de la politique de la ville, le facteur environnement avec ses richesses, sa fragilité et son potentiel socio-économique et a posé ainsi le cadre d'orientation et l'optique éducative et formative à l'environnement qui constituent la raison d'être de la charte.
- 12 Le représentant des associations parties prenantes du projet a lancé un appel en direction des associations liées à l'environnement pour qu'elles se joignent à l'effort entrepris par certaines d'entre elles depuis plusieurs années ; la mise en commun

coordonnée des compétences de chacun devant permettre de réaliser les objectifs proposés par la charte.

- 13 Le représentant des associations de quartier a souligné l'intérêt suscité par la charte qui s'inscrivait dans le cadre de leur action sociale ainsi que l'importance d'un travail coordonné de tous les partenaires, qui seul peut générer une véritable dynamique d'ensemble.

Les enjeux de la charte d'éducation à l'environnement

Un outil fédérateur

- 14 Les associations de quartier ont considéré la charte comme un outil pédagogique pouvant définir une base de travail, mais aussi des règles communes, cette notion étant fondamentale dans le travail éducatif qui va de pair avec la notion d'insertion. Elles ont en outre manifesté leur volonté de peser sur le devenir, sur l'avenir de la vie dans la cité, tout en voulant contribuer à améliorer le cadre de vie et être plus efficaces dans leurs actions.
- 15 Les associations liées à l'environnement ont pu apporter leur contribution à des degrés très divers : apporter leurs connaissances de terrain, mais aussi leur documentation et surtout leurs pratiques éducatives, et ainsi collaborer avec toutes les autres bonnes volontés et compétences à cet effort commun tendant à utiliser l'éducation à l'environnement comme facteur d'insertion sociale.
- 16 La Ciotat ayant la chance de posséder de grandes ressources paysagères jusque-là peu exploitées, le but poursuivi a été de valoriser ce territoire tout en veillant à sa protection en impliquant les jeunes dans l'effort de développement local. Les partenaires ont alors ressenti le besoin de participer tous ensemble à une formation commune centrée à la fois sur la question du projet (comment le monter en partenariat) et sur l'enfant, le jeune, l'adulte comme acteurs du projet. Ainsi, a-t-on mis l'accent sur le principe d'une formation conjointe.

Le relais par le politique

- 17 La municipalité a retenu ce projet comme porteur pour l'avenir. C'était un point fondamental, car comment aurait-on pu poursuivre un projet d'insertion des jeunes et des adultes par l'éducation et la sensibilisation à l'environnement si la municipalité, de son côté, n'avait pas développé une politique analogue ?
- 18 Comme les auteurs de la charte, l'adjoint à l'environnement était convaincu que le patrimoine, qu'il soit urbain, agricole, industriel ou naturel, était essentiel au devenir de la ville et que, face à la crise sociale et économique de ce territoire, une politique dynamique de l'environnement participerait à de nouvelles façons de poser les problèmes du développement. Elle serait d'une certaine façon une vision globale et transversale de gérer le développement du territoire. Dans cette optique, la gestion du territoire se devait de satisfaire aux principes et finalités d'équité, de transparence démocratique et de solidarité écologique. Le travail sur les questions de l'environnement urbain se devait donc de remettre en cause les logiques du

développement basées sur le gaspillage des ressources naturelles et la surconsommation.

- 19 L'amélioration de la qualité de l'environnement, la préservation des sites, leur meilleure gestion renvoyaient à une attente sociale, à une anticipation des conséquences environnementales des projets de la collectivité, car l'estimation des risques participe à l'effort de lutte contre l'inégalité. Gérer l'environnement revenait à assurer une prise en compte de l'environnement dans les instruments de planification comme le Plan d'occupation des sols (POS), se mobiliser pour un développement durable, viable, maîtrisé et créateur d'emplois. Ainsi, la gestion des territoires devait être plus économe, plus inventive, favoriser l'émergence de nouvelles valeurs de citoyenneté. Elle devait viser au maintien de la diversité écologique, conduire à l'évolution des comportements de chacun et se traduire par une organisation adaptée de la collectivité.

Vers un plan de développement local

- 20 Le projet a connu un sommeil d'à peu près un an, attribué pour les uns à l'ambition même du projet, pour les autres aux hésitations des politiques face à une stratégie sur le territoire qui leur demandait un engagement réel, pour d'autres enfin à une certaine force d'inertie, le Contrat de Ville ne devant être signé qu'en 2000.
- 21 Comment se donner les moyens et les structures pour se lancer dans une politique de projets ? Qui seront les porteurs de projets ? Comment solliciter et intégrer la population en difficulté ? Comment les jeunes peuvent-ils être vecteurs de communication envers toute la population ? Autant de questions que se sont posées les différents partenaires. Il était bien entendu que tout projet devait reposer sur deux bases : l'éducation à l'environnement et l'insertion par l'économique, donc concilier environnement et développement.
- 22 Le projet devait permettre de mêler les publics, jeunes et adultes. Ce devait être un projet global et non une juxtaposition de politiques sectorielles. A donc émergé l'idée d'accompagnement des publics sur une certaine durée et l'idée d'une continuité, d'un suivi. Il est bien évident que, dans ce cas, éducation formelle et éducation non formelle devenaient complémentaires parce qu'elles visaient, chacune avec leur compétence et leur territoire d'intervention, un but commun. Il fallait donc animer la charte d'éducation à l'environnement et rebondir à partir d'éventuels projets sur de la formation au projet.
- 23 Au-delà de l'élaboration des sentiers urbains et côtiers et du classement de l'exploitation agricole de la fin XVIIIème, de nouveaux projets ont été déposés : création d'un espace convivial de proximité dans une cité d'habitat social, réalisation d'une forêt fruitière sur un territoire communal devant évoluer vers un système coopératif. Tous ces projets nécessitaient une pérennisation pour mettre en œuvre des chantiers d'insertion sur la revalorisation de sites agricoles, l'amélioration du cadre de vie urbain, l'entretien et la protection du littoral.

Le Contrat de Ville : rédaction d'une convention thématique « Éducation à l'environnement et développement local »

Élargissement du partenariat aux institutionnels

- 24 Le Contrat de Ville devait s'intégrer dans la politique générale de l'environnement et dans la politique de la ville. Le problème a été de trouver des actions qui permettaient aux jeunes en difficulté de se réinsérer. Dans le cadre des projets de développement de la ville, toute une réflexion s'est engagée sur l'environnement et l'éducation à l'environnement et leur lien avec la notion de développement durable. Comment, à travers des chantiers, lutter contre l'exclusion sociale ? L'engagement a dû se faire sur un projet global.
- 25 Il a donc été décidé de rédiger, dans le Contrat de Ville, structure tripartite Ville-État-Région, une convention thématique « Éducation à l'environnement et développement local », les autres axes retenus étant la citoyenneté, la prévention de la délinquance, la mobilité, l'habitat, l'emploi et la formation, la gestion urbaine de proximité.
- 26 Le partenariat s'est élargi aux institutions : l'ARPE (Agence Régionale pour l'Environnement), le Conseil Régional, le Conseil général, la DDE (Direction Départementale de l'Équipement), la Maison de la Nature (CG 13), l'ONF, la DDJS (Direction Départementale de la Jeunesse et des Sports), la DDTEFP (Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle) de Marseille, la Mairie avec élus et divers services, le PLIE (Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi) de La Ciotat, les deux représentants de l'État dans le cadre du Contrat de Ville, etc.
- 27 À l'unanimité, les partenaires ont insisté sur les liens emploi santé-éducation, la nécessité de croiser cette convention avec les autres conventions thématiques du Contrat de ville, d'insister sur l'accès à l'emploi, la démarche partenariale, la notion de réseau. Il a été convenu de privilégier la notion d'environnement urbain.

La convention thématique

Les grandes orientations

- 28 L'éducation à l'environnement doit permettre à la population de mieux connaître et comprendre son environnement, donc son propre territoire. Elle doit favoriser l'accès à la citoyenneté et rendre l'Homme acteur du développement économique et social de la commune. L'éducation à l'environnement se doit d'être le support thématique d'un parcours d'insertion sociale et professionnelle complet et cohérent qui facilite l'accès à l'emploi de la population. Il est indispensable de revaloriser l'image de la cité aux yeux de la population afin de la redynamiser. Enfin, le développement local du territoire doit s'effectuer dans un souci d'ouverture vers l'extérieur.

Les principes de l'action

- 29 Mettre en synergie des partenaires locaux et des ressources sur le territoire ciotaden, afin de créer des champs d'activités porteurs d'emplois dans un souci de

développement social et de lutte contre l'exclusion. À cette fin, les partenariats avec le monde économique et les collectivités publiques doivent être renforcés. S'inscrire dans une perspective de développement local, tout en aspirant à une gestion respectueuse de l'environnement : croiser des problématiques de valorisation du territoire, de développement local et de formation d'un citoyen. Construire une conscience environnementale par la confrontation au réel, lier éducation formelle et non formelle.

Les objectifs

- 30 L'éducation à l'environnement, support pédagogique transversal, doit permettre à la jeunesse d'accéder à un comportement citoyen. Elle peut et doit être utilisée pour favoriser l'intégration des immigrés. Enfin, l'environnement, qu'il soit naturel ou urbain, doit être considéré comme un support thématique pour l'insertion sociale et professionnelle de la population. À ces fins, il faut développer à tous les niveaux une démarche participative.

Les outils à mettre en place

- 31 **Mettre en cohérence** les actions entreprises dans le cadre de la convention, la coordination des actions étant assurée dans un premier temps par l'équipe opérationnelle du Contrat de Ville : mettre en place une démarche forte de partenariat, créer un groupe de travail et de suivi, lancer un appel à projets visant à l'enrichissement et à l'animation de la charte, œuvrer à la mise en réseau des diverses associations, établir un diagnostic des ressources locales, mettre en place une formation du tissu associatif et du corps enseignant à la méthodologie de la démarche de projet, favoriser le partenariat enseignants-associations, instaurer une démarche participative avec la population, constituer des groupes de travail réunissant des associations d'habitants, les représentants de la ville et des associations à caractère scientifique et environnemental.
- 32 **Créer un pôle permanent d'insertion environnement** : mettre en place une structure associative porteuse des chantiers d'insertion, financer des travaux d'ingénierie sur les sites d'insertion, créer une Maison de l'Environnement, réfléchir aux structures à mettre en place entre le chantier d'insertion et la formation professionnelle, mettre en place un projet Cité-nature, utiliser la redynamisation agricole du territoire communal, utiliser les potentialités locales pour un développement touristique respectueux de l'environnement et créateur d'emplois.
- 33 **Mettre en place les supports nécessaires** : création de chantiers d'insertion, de chantiers-école, de projets d'éducation à l'environnement au niveau scolaire, projets visant à lutter contre l'exclusion urbaine (cheminements urbains et littoraux, jardins familiaux et de la solidarité, réhabilitation des cités).
- 34 Pour tout cela, mettre en place un comité de concertation afin d'impliquer la population et un comité d'étude afin de rechercher des innovations en matière d'insertion sociale et professionnelle et de qualité écologique.

En conclusion

- 35 Ce projet est avant tout un acte éducatif global puisqu'il se traduit par un fort partenariat institutionnel et associatif et fait le lien entre éducation formelle et éducation non formelle. Il représente tout à la fois une éducation à l'environnement et une éducation à la citoyenneté, citoyenneté active, participative, citoyenneté de proximité, mais ancrée sur des problèmes globaux. Ce projet est aussi un plan de développement local par la valorisation du territoire qu'il entraîne : il s'appuie sur le contexte local avec tous les problèmes qu'il représente, c'est un plan global où économie et environnement sont en harmonie.
- 36 Ce projet se présente comme un plan viable parce qu'il met en relation les trois pôles, bases du développement local, économie, environnement et société. Il prévoit la mise en place d'une formation commune des divers partenaires et un suivi du projet. Il pose comme bases, l'éducation et l'insertion sociale, la préservation et la valorisation des milieux, le développement de l'agriculture et du tourisme.
- 37 Ce projet qui s'adresse à tous publics veut amener un changement de comportements, la prise de conscience de valeurs fondamentales pour le développement de l'humanisme et de la démocratie : il prend appui sur la responsabilisation des personnes, leur participation et un large principe d'équité.
-

AUTEUR

MARYSE CLARY

Maryse Clary est Maître de Conférences honoraire en géographie à l'Institut Universitaire de Formation des Maîtres d'Aix-Marseille. Elle a participé à des expérimentations ministérielles en matière d'ErE au niveau de la formation des enseignants et des élèves. Elle a été responsable pédagogique au niveau national de l'opération ENSI dans le cadre de l'OCDE – CERI et consultante en ErE pour ce même organisme. Elle participe également à des recherches dans le cadre de l'Union européenne (DG XI).